

Dieu n'est pas un paysan, Mamadou Cissokho. Présence africaine, Paris, 2009, 295 pages

François Doligez

Numéro 314, octobre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020967ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020967ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Doligez, F. (2009). Compte rendu de [*Dieu n'est pas un paysan*, Mamadou Cissokho. Présence africaine, Paris, 2009, 295 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (314), 105–105. <https://doi.org/10.7202/1020967ar>

NOTES DE LECTURE

Dieu n'est pas un paysan

Mamadou Cissokho. *Présence africaine*, Paris, 2009, 295 pages.

« Dieu n'est pas un paysan. [...] Nous savons que l'Homme est le remède de l'Homme, ceci par la grâce de Dieu » (pacte de solidarité et d'entraide de l'Entente de Bamba Thialène en 1977, p. 257). Mamadou Cissokho rapporte dans ce livre autobiographique l'itinéraire d'un ancien instituteur sénégalais devenu l'une des figures emblématiques du mouvement paysan ouest-africain. Ancien président de la Fédération des ONG sénégalaises (FONGS), du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) et du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), il est maintenant engagé dans la construction d'une plateforme panafricaine des paysans et producteurs d'Afrique.

Derrière ce témoignage personnel, c'est la longue marche des organisations paysannes du Sénégal qui est revisitée, depuis les initiatives locales pour lutter contre la sécheresse au Sahel dans les années 70, les tentatives plus ou moins heureuses d'investir l'économie au moment de l'ajustement structurel et du retrait de l'Etat de l'encadrement des campagnes, la fédération progressive des initiatives au niveau national avant d'interpeller l'Etat puis de construire un dialogue plus ou moins fructueux sur les politiques agricoles.

Au-delà de tout fatalisme, c'est aussi la réaffirmation d'un engagement associatif et militant pour refonder la ruralité et la souveraineté alimentaire en Afrique par la défense des exploitations familiales, construire un dialogue équilibré avec les partenaires de la coopération internationale et porter le débat au niveau de l'intégration régionale comme espace historique, culturel, mais aussi à protéger face aux pressions du

commerce mondial sous ses différentes formes (accords de partenariat économique promus par l'Union européenne).

François Doligez,
Iram-université de Rennes 1 ●

Les défis du capitalisme coopératif : ce que les paysans nous apprennent de l'économie

Georges Lewi et Pascal Perri, préface de Philippe Mangin. Pearson, 2009, 214 pages.

80 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 150 000 salariés, 40 % de l'agroalimentaire du pays avec des marques comme Candia, Béghin-Say, Loïc Raison ou D'Aucy : la coopération agricole française est un poids lourd... très largement méconnu. Deux spécialistes du marketing et de la stratégie économique sollicités par Coop de France en livrent une introduction riche, bien documentée et vivante. En 200 pages, les auteurs sont parvenus à résumer l'histoire de la coopération agricole contemporaine (partie 1), à présenter ses réalisations remarquables illustrées de quelques portraits de ses acteurs ainsi qu'à exposer finement, sans perdre le lecteur dans un luxe de précisions juridiques ou techniques, les problématiques qui la traversent aujourd'hui (partie 2). Une lecture à recommander donc, stimulante à plus d'un titre et, disons-le, politiquement.

Les défis du modèle coopératif

L'ancrage territorial constitue un principe fondamental de la coopération agricole, mais comment concilier cet impératif de proximité avec les adhérents, de valorisation des territoires, lorsque ces groupes s'internationalisent ou se délocalisent partiellement pour s'adapter aux modifications du marché? Le livre rappelle quelques stratégies, comme la franchise de produits